

L'Adresse—M. Blaikie

Deux des priorités du gouvernement sont donc la loi sur la protection de l'environnement et les mesures visant à améliorer la qualité de l'eau.

Le député ne convient-il pas que même si la pollution de la Niagara a énormément d'importance et qu'il faut y remédier, il faut également s'attaquer à celle de la St. Clair et du Saint-Laurent? Ne serait-il pas beaucoup plus logique que le gouvernement mette l'accent sur le problème des substances toxiques et de la qualité de l'eau en général et qu'il place certaines questions comme la pollution de la Niagara dans un contexte plus vaste que de les mentionner une par une? Ainsi, nous pourrions nous attaquer à la pollution où qu'elle soit, aussi bien dans la Niagara, la St. Clair, le Saint-Laurent que d'autres cours d'eau. En fait, le gouvernement a peut-être tout à fait tort de s'intéresser uniquement à la Niagara, même s'il lui accorde une importance prioritaire, vu la nécessité d'adopter une approche globale.

• (1650)

M. Blaikie: Monsieur le Président, le ministre a raté le début de mon discours. Il verra dans le hansard que j'ai reconnu ce qu'il vient de dire quand à la nécessité de présenter une nouvelle loi sur la protection de l'environnement et la qualité de l'eau.

Mon argument au sujet de la Niagara, c'est que si l'on mentionne des questions écologiques transfrontalières dans le cadre des relations canado-américaines, on a peut-être tort de parler seulement des pluies acides, sans mentionner la Niagara. Ce n'est pas que je considère la pollution de la Niagara comme un problème intérieur à l'exclusion de tous les autres. Je voulais simplement dire que le fait de ne pas l'avoir mentionné dans l'évocation des problèmes écologiques transfrontaliers du discours du trône risquait de donner aux Américains la fausse impression que nous ne considérons plus ce problème comme une priorité majeure. Si vous vérifiez le compte rendu, vous verrez que j'ai pris acte des autres informations du discours du trône.

M. Lewis: Monsieur le Président, mon collègue a signalé que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) avait assisté à Vienne à une conférence où il a fait une déclaration sur l'énergie nucléaire. Le député doit savoir que c'est le travail des ministres de voyager à travers le monde, de participer à de telles conférences et d'exposer la politique du gouvernement.

Je pense que le député s'en voudrait d'avoir laissé planer un malentendu. Je tiens à lui réaffirmer, ainsi qu'à la Chambre, que la position du gouvernement est de faire le plus d'exposés ministériels possible à la Chambre. La première session de la 32^e législature a duré 591 jours et a été l'occasion de 28 exposés ministériels. La 33^e législature, celle où nous sommes arrivés au pouvoir, a comporté 304 jours de séances et 83 exposés ministériels. Autrement dit, il y a eu deux fois plus d'exposés ministériels à la Chambre en moitié moins de temps.

M. Blaikie: Monsieur le Président, je serais le premier à reconnaître, comme je l'ai fait à d'autres occasions, que le gouvernement a effectivement beaucoup plus profité de l'occasion de faire des exposés ministériels. Toutefois, avant que le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M.

Lewis) ne se montre trop zélé à ce sujet, je voudrais lui rappeler qu'une modification à la procédure concernant les déclarations ministérielles permettent beaucoup plus facilement au gouvernement de faire des déclarations de ce genre.

Je ne dis pas que le gouvernement manque de sincérité quand il tente de faire participer les députés à des débats d'intérêt public. Je pense qu'il est sincèrement disposé à le faire. Toutefois, le député aurait mieux fait, je crois, de reconnaître qu'il est beaucoup plus facile et moins dangereux qu'auparavant de recourir aux déclarations ministérielles. Auparavant, quand des déclarations ministérielles étaient faites, le temps qui leur était consacré était retranché du temps accordé au gouvernement à la Chambre. En vertu d'une disposition que nous avons adoptée, la séance est prolongée maintenant au delà du temps normal de l'ajournement pour reprendre le temps consacré aux déclarations ministérielles. Il ne faut pas l'oublier.

M. Wise: Monsieur le Président, j'ai écouté le député parler de l'agriculture canadienne. Je partage son opinion quant aux problèmes auxquels fait face notre agriculture, et auxquels sont confrontés les producteurs agricoles dans tous les principaux pays producteurs de vivres dans le monde. Je ne puis écouter sans réagir le député dire que le gouvernement n'a fait pratiquement rien pour l'agriculture canadienne. Je l'invite à examiner nos réalisations.

Il verra qu'en faisant adopter certaines mesures législatives et en respectant ses promesses électorales, notre gouvernement a fait davantage durant les 24 derniers mois que n'importe quel autre gouvernement durant un mandat normal de quatre ans. S'il veut bien examiner nos réalisations, il verra que nous avons réalisé 317 de nos promesses et dépensé 5,6 milliards de dollars. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons offert le plus important programme d'aide jamais accordée par un gouvernement au secteur agricole canadien. Il nous reste 24 mois. Notre gouvernement s'est soucié de l'agriculture canadienne et l'a aidée plus qu'aucun autre gouvernement ne l'a fait. Nous lui restons dévoués et nous ferons tout notre possible dans la mesure de nos moyens financiers plutôt limités.

Le député devrait reconnaître le rôle de premier plan que le premier ministre (M. Mulroney), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et le ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) ont joué pour le compte de l'agriculture canadienne. Ils ont accompli de grands progrès au sommet et plus récemment et plus particulièrement aux réunions qui ont préparé les négociations multilatérales sur le commerce. J'attire l'attention en particulier sur les rencontres tenues récemment en Uruguay.

Je ne pense pas qu'on puisse induire les agriculteurs canadiens en erreur car ce sont des gens très perspicaces, mais il serait irréflecté de soutenir que nous avons au Canada les ressources financières pour rivaliser avec Washington et la CEE. Nous allons cependant continuer à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale afin d'obtenir la tenue d'une nouvelle série de négociations multilatérales sur le commerce. Nous allons faire tout ce que nous pourrions dans les limites de nos moyens financiers pour maintenir un secteur agricole solide et rentable au Canada.